

L'urgence, c'est le recrutement de personnels, pas la publication de protocoles « sanitaires » qui dédouanent le ministre de ses responsabilités

Le 28 juillet 2021, le ministre Blanquer publiait un énième protocole sanitaire pour le fonctionnement des écoles, collèges et lycées.

Un an plus tard, le 12 juillet 2022, le ministre Ndiaye a présenté son protocole sanitaire. Le même jour, les oppositions parlementaires retoquaient le projet de loi prévoyant le retour du « pass sanitaire », renvoyant la responsabilité de la situation au gouvernement qui continue de saccager l'hôpital public.

Malgré les demandes de FO, le ministre a refusé de consulter le CHSCT ministériel. Il s'est contenté de convoquer les syndicats dans une « instance partenariale » pour leur présenter les décisions gouvernementales. La FNEC FP-FO n'a pas participé à cette mascarade.

Faut-il se féliciter, comme certains, des annonces faites par le ministre ?

Présenté comme plus pragmatique, ce protocole reprend, selon les degrés d'intensité, la cohorte habituelle de mesures inapplicables (non brassage des élèves, distanciation, « enseignement » à distance...) qui vont peser sur les personnels. Qu'il s'agisse du port du masque ou du traçage des cas de Covid, les règles qui s'appliqueront dans les écoles seront les mêmes que pour le reste de la population.

Surtout, comme pour les précédents protocoles, la FNEC FP-FO constate qu'aucun des scénarios ne prévoit le recrutement immédiat de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services !

Pourtant cette mesure est bien la seule qui permettrait de remplacer les absences et d'améliorer les conditions de travail de tous les personnels, les conditions d'apprentissage de tous les élèves et donc d'envisager cette rentrée scolaire dans des conditions acceptables.

La réalité, c'est que plus de 4 000 postes de professeurs ne seront pas pourvus à la rentrée, de l'aveu même du ministère.

La réalité, c'est que les fermetures de classes et les suppressions de postes se poursuivent.

La réalité c'est que les gouvernements successifs ont délabré la médecine scolaire et la médecine de prévention.

La FNEC FP-FO est disponible pour organiser la mobilisation dès la rentrée, pour les seules mesures d'urgence qui permettraient d'éviter la catastrophe :

- **Le recrutement de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires ;**
- **Le réabondement des listes complémentaires dans tous les corps ;**
- **La mise en place de concours exceptionnels à Bac+3 pour recruter en urgence des enseignants fonctionnaires.**